

Lettre de camarades NPA de l'automobile

L'affiche sur les licenciements chez PSA et la discussion autour de cette affiche, nous amène, nous, qui sommes militants NPA de l'automobile, à quelques observations.

Le projet de fermeture de l'usine PSA d'Aulnay ouvre une situation nouvelle dont tout le monde n'a peut-être pas entièrement conscience, mais qui, pourtant, est déjà en train de peser sur les esprits, largement autour de nous mais aussi en notre sein. C'est de cette situation qui ouvre des perspectives pour le NPA dont nous voudrions dire quelques mots.

Ce projet de fermeture clôt la parenthèse électorale, sort la population française de l'espèce d'endormissement électoral dans lequel elle était immergée et nous ramène tous, aux réalités du monde, à la crise économique, et à la vague de licenciements massifs qui l'accompagne aujourd'hui en France. Beaucoup le prédisaient, l'atterrissage serait dur. Mais ça arrive maintenant.

Il y a eu les annonces de beaucoup de licenciements après les élections, mais c'est Aulnay qui fait le choc par la portée réelle et symbolique de l'industrie automobile dans ce pays et sur le globe, par le palier supplémentaire que représente une telle fermeture: la première, en France, depuis celle de Billancourt en 1992. Beaucoup peuvent se dire que si l'industrie automobile va "mal", ou pour le moins est attaquée, alors qu'un emploi sur 5 est lié à l'automobile en France, c'est que tout va "mal". D'où une inquiétude, une attention à ce qui va se passer là.

Mais la menace de fermeture d'Aulnay ouvre aussi une autre situation parce que les travailleurs d'Aulnay et la CGT de l'usine animée par LO, ont dit et montré qu'ils allaient se battre. Aulnay est une "*bombe sociale et politique*" ont-ils affirmé. C'est vrai. Les travailleurs de l'automobile et particulièrement de ses grandes usines de montage ont joué un rôle déterminant dans l'histoire du mouvement ouvrier récent et des sociétés modernes. Beaucoup le savent et regardent donc avec cette double attention ce qui va se passer là.

Nous sortons de la période électorale et de son opposition institutionnelle factice entre deux camps, Hollande contre Sarkozy. Un troisième camp possible apparaît. Le camp des opprimés et de la lutte. à un moment où le gouvernement est PS (et Verts), soutenu de l'extérieur par le FDG et, pour le moment, par les directions des principales confédérations syndicales. Nous ne devons pas seulement être "solidaires" de ce camp. C'est le nôtre. Nous en sommes. Un succès ou une défaite des travailleurs d'Aulnay aura des répercussions sur tous, ici en France, mais aussi au delà des frontières.

Bien sûr, bien des gens vont se sentir "solidaires", parce qu'ils hésitent encore à entrer eux-mêmes dans une lutte tout à la fois incertaine et qui n'a pas encore commencé, parce qu'ils ne savent pas comment faire ou parce qu'ils se sentent impuissants et enfin parce que ceux qui sont les porte paroles actuels de cette lutte à Aulnay ne leur offrent pas véritablement de place dans ce combat. Cet esprit de solidarité n'est pas rien, bien sûr. Tout au contraire même, car il est une dimension nouvelle qui nous donne la possibilité d'un élargissement en lui donnant une expression, mais une expression qui soit politique, qui hisse ce sentiment de solidarité à un stade favorisant l'entrée dans la lutte.

Ce sentiment signifie que les gens comprennent qu'ils sont concernés sans avoir encore compris qu'ils peuvent et doivent en être partie prenante. Pourtant cette compréhension n'est pas loin dans la situation actuelle, car beaucoup savent qu'il ne s'agit pas que d'Aulnay, ni même de l'automobile, ni encore de tous ceux qui sont menacés par des licenciements, mais de l'avenir de la société toute entière.

L'essentiel de ce que nous avons à faire est de les aider à passer de ce sentiment de solidarité où **ils sont à côté et solidaires** à une autre où **ils sont dedans et partie prenante**, en s'appuyant sur le fait qu'ils savent intuitivement que leur sort et leur avenir dépendent de ce qui va se passer dans cette lutte. L'affiche de Saint Denis, parlant de "solidarité" exprime l'état actuel de la situation.

Mais ce qu'il nous faut aussi et avant tout, c'est avoir une politique qui fasse faire un pas en avant car c'est possible.

LO, pour le moment, (car ça semble évoluer un peu, mais jusqu'où ?), ne laisse pas de place dans le combat qu'ils annoncent à ceux qui ne sont pas d'Aulnay, sinon une place subalterne qui ne

correspond pas aux enjeux de la situation. Le noyau politique de leur combat, pas la propagande générale sur le "tous ensemble" qu'ils font dans leur journal, pas ce qu'ils disent dans des déclarations subsidiaires, mais ce que disent fondamentalement leurs militants à la tête du mouvement à Aulnay consiste à dire qu'il faut "sauver Aulnay".

Même pas les 8 000 emplois de PSA et ceux de la sous-traitance, les usines de Sevel Nord et Rennes aussi menacées de fermeture, pas non plus tous les salariés de l'automobile qu'ils soient de Renault, Ford, Fiat ou Opel car GM allié à PSA veut aussi fermer une usine en Allemagne et Fiat vient d'annoncer des fermetures de filiales en France, car Renault a prévenu que si un constructeur restructure, il forcera les autres à le suivre, encore moins tous les salariés menacés de fermeture ou licenciements: Air France, Doux, Arcelor, Sanofi et tellement d'autres.

Non, ils disent qu'ils combattent pour Aulnay, point final. C'est pour ça que dans un premier temps, ils proposaient des solutions industrielles, du type d'une voiture pour Aulnay (et donc pas pour Poissy, Sochaux, Rennes ou Mulhouse) menant à une espèce de répartition des licenciements, qu'ils baptisaient répartition de la production. En ce sens, pour tous ceux qui sentent que le combat d'Aulnay dépasse celui de cette usine mais qui n'y travaillent pas, autour de la "citadelle ouvrière assiégée", ils ne laissent pas d'autre place que celle de la "solidarité".

Aujourd'hui, ils en sont à dire qu'il faut que tout le monde doit se battre pour Aulnay, car la fermeture d'Aulnay serait une défaite pour tous. Certes, mais ça ne laisse toujours pas d'autre place que la "solidarité", car si une défaite d'Aulnay pourrait être une défaite de tous, c'est bien parce que le combat d'Aulnay concentre aujourd'hui le combat de tous ceux qui se battent contre les licenciements et plus généralement contre le capitalisme. C'est pour ça que la politique de la "citadelle ouvrière assiégée", traditionnelle chez les syndicalistes réformistes qui veulent tout à la fois capter les sentiments populaires et ne pas leur permettre un débouché politique, a toujours été catastrophique.

Or, si le combat d'Aulnay ouvre des perspectives, c'est par une politique qui irait vers le "tous ensemble pour l'emploi de tous". Nous ne sauverons pas un seul emploi à Aulnay sans dire qu'il faut les sauver tous. Le "sauvons Aulnay" ne peut que s'accompagner d'un "sauvons tous les emplois". Une politique juste à Aulnay serait bien sûr de se battre contre la fermeture d'Aulnay, mais en même temps de s'adresser à tous, de tous les métiers et toutes les catégories, pas seulement d'Aulnay, de PSA et de l'automobile et de dire que la meilleure défense d'Aulnay, c'est la défense, ensemble et partout, de tous les emplois. Bref s'appuyer sur la force réelle et symbolique des travailleurs d'Aulnay pour encourager, sinon appeler partout à se battre, bref pour donner une incarnation visible à un état d'esprit qui existe à l'état latent, la compréhension que la crise exige qu'on aille vers un combat tous ensemble.

PSA et le patronat à travers lui, a déclaré la guerre disent les militants d'Aulnay. Oui. Il s'agit donc de préparer la mobilisation générale, menacer de mener cette guerre de notre côté, c'est-à-dire menacer de mettre le feu au pays, et à l'Europe, voire plus. Bien sûr, cette stratégie nécessite bien des gradations, et bien des détours tactiques, une intelligence du combat au jour le jour, car tout dépend de ce que veulent et comprennent les travailleurs d'Aulnay. Mais on ne peut pas construire un mouvement concret, pas à pas, étape après étape, sans avoir une stratégie politique. La CGT d'Aulnay dit qu'une lutte de ce type n'est pas un sprint, mais un marathon et parle d'opérations coups de poing à la rentrée. Pourquoi pas. Mais des opérations coups de poing pour aller où ? Quel est le but ? On ne sait pas. LO, visiblement dépassée pour le moment par la situation, n'affiche aucune orientation politique. A nous de le faire !

Il ne s'agit pas de se substituer au combat des travailleurs d'Aulnay. Nous ne sommes pas ou peu présents dans cette usine. Par contre nous avons des responsabilités politiques, un petit capital dans ce domaine et sommes présents et même influents dans d'autres usines automobiles du pays y compris PSA (PSA Mulhouse, Renault Cléon, Ford Blanquefort et des militants individuels dans d'autres entreprises), même si nous sommes bien placés pour mesurer nos faiblesses dans ce domaine.

Encore une fois la lutte d'Aulnay, dans ces circonstances de crise générale, dépasse largement Aulnay. Nous n'avons pas à nous dire, c'est leur affaire, leur propriété, on ne peut être que

solidaires. Non c'est aussi notre combat.

Bien sûr, nous ne pouvons pas mener la même politique hors d'Aulnay qu'en étant dans Aulnay. Evidemment encore, nous devons le faire en respect des travailleurs d'Aulnay. Mais nous pouvons mener une politique qui corresponde aux attentes de bien des salariés dans le pays et, fondamentalement, aux intérêts de ceux d'Aulnay aussi.

L'annonce de la fermeture d'Aulnay et des 8 000 suppressions de postes chez PSA a provoqué une inquiétude vive dans les usines PSA où nous existons, où nous avons des contacts. Le débrayage à Rennes, exceptionnel dans cette usine en a été une autre illustration. Jamais les salariés de PSA n'ont autant discuté, lu et cherché points de vue et informations sur le sujet. A PSA Mulhouse, même si l'usine est, apparemment et pour le moment, une des moins concernées par les réductions de postes, lorsque la direction a annoncé son plan dans les ateliers et secteurs, des travailleurs du rang se sont levés pour crier "menteurs", ce qui là aussi est exceptionnel. Et, ce qui est notable, c'est qu'une grande majorité comprend qu'il ne s'agit pas que du combat d'Aulnay, même si la direction essaie d'installer un cordon sanitaire, mais un combat de tous si nous ne voulons pas nous retrouver demain dans la situation de la Grèce ou l'Espagne. Contrairement à des situations passées, l'état d'esprit majoritaire est celui-là: nous sommes tous sur le même bateau.

Dans ce contexte, la politique de la CGT d'Aulnay, aux antipodes de cet état d'esprit, passe mal auprès des militants et des salariés. Pour bien des militants et salariés de Sevel Nord très concrètement menacés aussi de fermeture le 1er janvier 2013, et ceux de Rennes qui pensent aussi que les 1400 suppressions de postes, deux ans après 1700 autres suppressions de postes, annoncent une fermeture en trois étapes, la politique de la CGT d'Aulnay paraît non seulement pas à la hauteur des enjeux mais aussi leur donne le sentiment du chacun pour soi, de division, d'affaiblissement de tous en essayant de sauver seulement leur peau au détriment des autres. Ce sentiment existe aussi chez PSA Mulhouse, même s'il est moins fort ou dans une grande partie de l'équipe syndicale de Renault-Cléon. Ils attendent d'autres paroles, une autre politique.

C'est dans nos possibilités de faire entendre ce sentiment et de construire autour de lui, tout en étant bien conscients de notre situation. Nous l'avons d'ailleurs commencé.

Non seulement nous avons participé aux manifestations initiées par Aulnay qu'on soit de PSA ou pas, de l'automobile ou pas et nous continuerons mais nous sommes allés pour les camarades de PSA Mulhouse porter ce message d'une lutte d'ensemble, par tract et oralement, aux manifestations de GM à Strasbourg ou Opel à Bochum (Allemagne). Par ailleurs, nous avons fait, militants de PSA Mulhouse et Renault Cléon, au travers de nos syndicats et avec l'aide de militants individuels de l'automobile en France, Allemagne, Italie et Espagne un 4 pages diffusé sous les signatures respectives CGT PSA Mulhouse et CGT Renault Cléon qui donne ce point de vue, en attendant de recommencer à la rentrée sur une base encore plus large nous l'espérons, unifiant les militants de l'automobile qui veulent aller dans ce sens (ce tract a été transmis au CPN le 19/07).

Dans le même état d'esprit, la CGT Ford Blanquefort pour sa part vient d'appeler à une manifestation de toute l'automobile pour la défense de l'emploi, le 29 septembre au salon de l'auto à Paris. Une manifestation traditionnelle depuis deux fois déjà, mais dont cette année les principales confédérations ne veulent pas. On voit bien pourquoi, alors que cette manifestation est très populaire dans les milieux militants de base. Nous nous devons de faire de cette manifestation une réussite, d'y entraîner Aulnay, car elle permettrait, avec les sous-traitants et équipementiers, les différentes firmes de l'automobile en France ou ailleurs, et tous ceux qui se sentent concernés, automobile ou pas, avec leurs banderolles respectives, de donner le signal d'une classe ouvrière qui relève la tête autour de l'amorce d'une politique du tous ensemble pour les emplois.

Ainsi, le "sauver Aulnay", si LO ne change pas de politique, prendrait plus ce sens d'une politique du tous ensemble pour tous les emplois, facilitant par la suite la transformation de la "solidarité" en autre chose, ainsi que toutes ses formes d'interventions, de comités de préparation à une lutte d'ensemble, usines, quartiers mais aussi chômeurs, "indignés", étudiants, femmes, immigrés et comités de toutes sortes. N'oublions pas, par exemple, qu'en Italie, les comités contre la hausse du prix de l'eau se sont associés aux manifestations appelées par la Fiom autour de Fiat, avec y compris, des espèces de meetings-AG générales sur des places publiques pour décider ensemble de

la suite du mouvement.

Lors de la dernière grande grève d'une des plus grandes usines de montage automobile en France, en 1989, chez PSA Mulhouse, dont des camarades avaient participé à son animation, directement ou indirectement au travers d'autres entreprises ou par des comités divers, notamment de femmes, la direction syndicale de l'époque, avait réussi contre le souhait d'une très large majorité des ouvriers en lutte, à empêché son extension directe (sinon un peu à Sochaux) en y menant là aussi une politique de "la citadelle ouvrière assiégée".

Cependant, cette lutte ayant su cristalliser un large mouvement de solidarité dans le pays qui cherchait à s'insérer activement dans la lutte, cette lutte avait d'une certaine manière échappé en partie à la bureaucratie syndicale pour appartenir à tous, en tous cas dans la région Mulhouse-Sochaux, ce qui lui a donné une toute autre répercussion ailleurs, au travers de décisions communes prises sur les places et lors des manifestations transformées en semi AG, avec bien d'autres salariés de l'automobile que PSA ou même pas de l'automobile, comme par exemple les mineurs de potasse qui ont joué un rôle important dans cette lutte, mais aussi une participation active des ouvriers de PSA Mulhouse qui se retrouvaient entièrement dans ceux qui voulaient plus et mieux que leurs dirigeants syndicaux, en tous cas sortir de leur isolement. De ce fait la citadelle ouvrière assiégée avait pris un caractère d'extension, la "solidarité" également.

Dans la situation de crise actuelle, bien loin de 1989, on peut être sûrs qu'une telle politique du tous ensemble pour tous les emplois, avant d'aller vers autre chose si la situation le permet, aurait un écho bien plus important, contribuant à redonner le moral et des perspectives aux classes exploitées, en France et au delà des frontières.

Alors, préparons la rentrée sociale par cette politique et donnons nous les moyens, pour commencer, de réussir une manifestation de tout le secteur automobile au "Salon de l'auto".

Dimanche 22 juillet 2012

Yvan Zimmermann et le comité PSA Mulhouse, Régis Louail Comité Renault Cléon